

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°03 (du 17 au 23 janvier 2011)

La crise politique

◆ **Divergences persistantes entre les protagonistes aux négociations malgache-malgaches, malgré la persévérance et l'optimisme de Leonardo Simão.** La suspension des rencontres entre émissaires de la HAT et la mouvance Ravalomanana est définitive. Il avait été convenu que les deux chefs de file fassent part de leurs réactions au relevé de l'état d'avancement des négociations mais **les partisans d'Andry Rajoelina estiment que le discours présidentiel prononcé lors de la cérémonie des vœux a mis un point final aux négociations.** Les exigences du Tim sont jugées inacceptables, notamment le retour de Marc Ravalomanana et les modalités de désignation du Premier ministre du gouvernement d'union. Les parties ont été reçues par le médiateur de la Sadc, qui les a fermement invités à poursuivre le processus malgache-malgache. Raharinaivo Andrianantoandro, chef de file de l'aile dissidente du Tim, a été pressé de se rapprocher du Tim « *canal officiel* », resté fidèle à l'ancien président. Une clarification jugée nécessaire dans la perspective de l'élargissement de la composition des institutions de la Transition. **Le maintien de Raharinaivo Andrianantoandro à la présidence du Congrès figure parmi les points d'achoppement.** Son poste est convoité par Mamy Rakotoarivelo, SG du Tim. Il avertit : « *réclamer ma tête serait la remise en cause du processus de sortie crise dont l'accord d'Ivato* ». **Les 3 mouvances expriment toujours de fortes réserves,** elles exigent de Leonardo Simão qu'il précise sa position sur le caractère caduc ou non des accords de Maputo et d'Addis-Abeba et la validité du référendum instituant une IV^{ème} République. Des personnalités proches de la HAT seraient intervenues auprès du SG de l'Onu pour qu'il fasse échec aux initiatives de la Sadc. Une guerre des nerfs s'engage entre le régime et les 3 mouvances, à l'approche du sommet de l'UA au cours duquel un rapport sur la situation malgache doit être présenté. **La CNOSC, très discrète depuis quelques temps, a pris l'initiative de rencontres à huis clos avec toutes les parties prenantes** mais l'invitation a été déclinée par les formations proches du pouvoir. Elle ne se montre pas très optimiste sur les chances de succès de la médiation de Leonardo Simão. A l'occasion de ces rencontres, **les 3 mouvances ont exprimé le souhait que le Ffkm, dont la présidence tournante est revenue au pasteur Fjkm Lala Rasendrasasina, s'implique à nouveau dans la recherche d'un accord.**

◆ **Une mission d'évaluation électorale de l'Onu annoncée par Leonardo Simão.** « *Il faut trouver une solution pour que tout le monde accepte les résultats des élections à venir* », déclare-t-il. Le premier ministre Camille Vital ne voit pas l'intérêt de cette mission, estimant qu'un grand pas a été franchi avec le référendum. Et c'est pour pallier aux lacunes subsistantes que les législatives ont ajournées, se justifie-t-il.

◆ **L'équipe de Zafy Albert exige qu'il soit nommé à la tête du Comité National pour la Réconciliation.** Revendication formulée par Victor Wing Hong, l'un des fondateurs de l'Organisation des familles des personnes arrêtées suite à la crise politique (Ofpacpa).

◆ **Libération imminente de Guy Maxime Ralaiseheno, président de l'Association des maires (AMM),** incarcéré durant 2 mois suite à la manifestation « *non autorisée* » qu'il avait organisée le 20 novembre. L'association continue d'exiger la libération des détenus politiques. Elle se félicite que sa mobilisation ait permis de faire plier le pouvoir concernant l'annonce d'élections municipales anticipées le 20 décembre.

◆ **Coup d'État de mars 2009 : Marc Ravalomanana porte plainte.** À la faveur des aveux du lieutenant-colonel Charles Randrianasoavina qui déclare avoir effectué le coup d'État de mars 2009 avec Andry Rajoelina, la défense de Marc Ravalomanana porte plainte contre l'ex-commandant et ses acolytes. L'ancien président, qui estime avoir été spolié dans ses droits, s'en remet à la Justice qui a, selon lui, « *une occasion unique dans son histoire de montrer son indépendance* ». La ministre a réagi vigoureusement : « *C'est une plainte contre le peuple qui s'est révolté en 2009. Elle n'aura aucune influence sur notre détermination à résoudre la crise et à avancer vers le processus électoral* », a-t-elle commenté. La garde des Sceaux laisse entendre que l'aveu aurait pu être extorqué ou obtenu par intimidation. Les agents pénitentiaires qui ont autorisé l'officier à s'exprimer à l'entrée du tribunal où il devait être entendu sur la mutinerie de la Baní seront poursuivis en conseil de discipline. **La plainte traduit un raidissement de Marc Ravalomanana :** « *Difficile de travailler avec les auteurs de coup d'État. [...] Je fais campagne auprès de la communauté internationale pour considérer ce nouveau fait dans la résolution de la crise. Il appartient aux médiateurs de prendre en compte cette nouvelle donne* », a-t-il lancé.

◆ **Incertitude persistante sur les intentions d'Andry Rajoelina pour les présidentielles.** Il laisse entendre que sa participation n'est pas définitivement écartée, tout dépendra de l'évolution de la situation.

◆ **Bernard Tapie à Madagascar, afin de « contribuer aux efforts de développement déployés dans le pays par le régime de Transition »**, selon le communiqué officiel de la Présidence. Débarquant de son jet privé, il a rencontré Andry Rajoelina, Camille Vital et des opérateurs locaux. L'homme d'affaires français, à la réputation sulfureuse, en voyage « *privé* », a immédiatement été perçu par la presse comme l'investisseur sollicité pour assurer le montage financier des projets immobiliers d'Andry Rajoelina, notamment de son programme intitulé « **La Résidence des résidents** », destiné à permettre à des étrangers fortunés d'acquérir un bien immobilier, avec en contrepartie l'obtention d'un visa de résident, sur le modèle de Maurice et des Seychelles. Il a également annoncé la construction à Antananarivo du « *plus grand centre* »

commercial de l'Océan indien ». A son départ, l'homme d'affaires a pourtant été avare de révélations sur ses entretiens. Il se dit « à la retraite des affaires et de la politique », mettant en avant son fils qui aurait fréquenté l'école avec un haut dirigeant malgache (Andry Rajoelina ?). Il a seulement annoncé la création prochaine d'une école de commerce et des affaires, dont la formation, gratuite, serai ouverte à des jeunes défavorisés. L'homme d'affaires n'a pas tari d'éloges sur Andry Rajoelina. **La presse avance que le voyage n'a pas livré tous ses mystères.** « Se déplacer ainsi à Madagascar, à bord d'un jet privé, pour seulement créer une école de commerce, prête à sourire, pour ne pas dire plus. [...] Tôt ou tard, on saura la vérité », conclut *La Gazette*. Bernard Tapie a décliné la proposition de rachat de « Force One II », l'avion de Marc Ravalomanana qui ne trouve toujours pas preneur et qui est immobilisé depuis 2 ans.

◆ **Andry Rajoelina félicite le peuple tunisien.** Il déclare notamment : « Le Président de la HAT et le Peuple Malagasy félicitent vivement le Peuple Tunisien d'avoir pu manifester avec foi et courage le combat qu'il a mené d'une manière déterminée **pour le respect des droits humains.** [...] **Sachez que le Peuple Malagasy, qui a également agi de la même manière pour faire entendre sa voix, est à vos côtés** ».

Sobika écrit : « Ce qui se passe en Tunisie ferait bien d'inspirer les politiciens malgaches : ceux qui confisquent les richesses et libertés d'un pays finissent toujours par subir la colère du peuple. La Tunisie a déjà formé son gouvernement d'union nationale en à peine quelques jours là où les malgaches sont incapables de le faire en 18 mois ! Les premières mesures sont éloquentes et devraient aussi inspirer les politiciens malgaches : liberté totale de l'information et de la presse [...] et libération de tous les prisonniers politiques Cela s'appelle des mesures d'apaisement qu'on ferait bien de suivre dans le cadre de la réconciliation nationale »

Droits humains, gouvernance

◆ **Les membres des familles des détenus politiques revendiquent leur libération et font appel aux émissaires de la Sadc.** Ils leur demande de suspendre leur médiation jusqu'à satisfaction de leur requête.

Actualité économique et sociale

◆ **Situations d'urgence :** l'Onu débloque 84 millions de dollars pour venir en aide aux populations affectées par la faim, la malnutrition, la maladie, les déplacements et les conflits dans 15 situations d'urgence négligées à travers le monde. **Madagascar** bénéficiera à ce titre d'une enveloppe de 4 millions de dollars.

◆ **Projets « Gateway » et « Intertek » reportés ?** Les autorités laissent entendre qu'aucune décision n'a encore été prise concernant la mise en œuvre des projets très controversés de Passerelle Internationale Unique des télécommunications et de contrôle des importations avant embarquement.

◆ **Madagascar relance sa candidature à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI).** Le pays, qui avait jusqu'à début mars pour effectuer le processus de validation, a demandé une prolongation. Le bureau international d'EITI devra ensuite se prononcer sur la candidature de Madagascar. 4 entreprises ont fait connaître leur volonté d'adhérer : les projets Ambatovy et Ilménite de Rio Tinto, Total E&P et Kraomita Malagasy. Madagascar avait déposé sa candidature en 2008 mais les événements ont stoppé l'instruction du dossier. La Banque mondiale poursuit son soutien à travers le « multi-donor trust fund » et la coopération allemande (GTZ) appuie le processus.

◆ **Agrobusiness : les Indiens s'intéressent toujours à Madagascar.** Après la polémique née des projets d'attribution de vastes terrains à la firme sud-coréenne Daewoo et à l'entreprise indienne Varun en 2008 et 2009, l'Etat a suspendu tout octroi de grandes superficies. Mais des projets de taille plus modestes sont sur pied. Des agriculteurs indiens qualifiés, issus de la 1ère révolution verte de leur pays, investissent à Madagascar, attirés par les loyers très abordables de la terre et le faible coût de la main d'œuvre. Ils travaillent sur des superficies de quelques centaines d'ha. *La Gazette* estime que l'Etat aurait l'opportunité de mettre à profit cette présence pour faire progresser l'agriculture malgache, à condition qu'une politique claire soit définie, respectueuse des intérêts des petits agriculteurs.

◆ **Mark Reed de Seaboard :** « **Il existe des opportunités à Madagascar en raison de la mise en veilleuse des activités de Tiko** ». Pour *La Gazette*, la phrase dit tout sur l'ambiguïté de la diplomatie américaine qui soutient Marc Ravalomanana en dépit des critiques formulées sur sa gestion et de son refus de reconnaître le régime. Seaboard est spécialisé dans l'agroalimentaire et le transport maritime. La société avait quitté le pays en 2008 en raison de la concurrence jugée déloyale du groupe Tiko. La minoterie d'Andranomanelatra et le silo à blé du port de Toamasina devraient pouvoir redémarrer. Pour le quotidien, « il semble que la reconnaissance internationale se fasse de plus en plus sur le plan des affaires ».

◆ **Construction d'un hôpital dans un quartier périphérique d'Antananarivo, sur un terrain acquis par Tiko dans des conditions douteuses.** Un hôpital modèle aux normes internationales, affirme-t-il. Les travaux devraient être achevés dans 6 mois. « Ces terrains seront rendus au bénéfice de la population car ils ont été acquis au moyens des derniers publics. Dorénavant, ce ne sera plus une seule et unique personne qui en jouira mais toute la population », déclare le président de la Transition.

◆ **La Corée du Sud s'intéresse aux ressources naturelles de Madagascar :** elle manifeste son intention de « renforcer [sa] diplomatie avec un pays dont l'importance en matière de ressources et d'énergie est croissante ». Les deux pays travaillent collaborent à l'exploitation d'une mine de nickel.